

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 5 octobre 1998 à 20 h 30

Convocation du 30 septembre 1998

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux, sauf M. Stéphane Sabatier, excusé et représenté en lieu et vote par M. René Favier. (dont annexe jointe).

Ordre du jour

- Lotissement d'artisans
- Bail emphytéotique Commune / Provence Logis
- Défense des intérêts de la Commune dans le cas d'une action en justice
- Bâtiments communaux : le point / chapelle et mairie poste
- Questions diverses.

Le maire remercie les conseillers municipaux pour leur présence ainsi que le public, il renouvelle à René Fine une proposition de rendez-vous comme cela avait été demandé lors d'un conseil municipal en juillet et suite au courrier remis, par MM. Fine et Para ; puis il aborde l'ordre du jour :

Lotissement d'artisans :

Le maire rappelle brièvement le déroulement des différentes tractations et redéfinit les objectifs de la commune :

- volonté d'assurer la maîtrise d'ouvrage
- exigences pour garantir une architecture de qualité (tuiles, enduits de façades)
- assurer une totale maîtrise de la zone durant le mandat confié et au-delà

Les agriculteurs, réunis pour débattre du projet, ont considéré que la vie économique est une des bases essentielles de la vie de la collectivité et ne s'opposent en aucun cas au projet à condition qu'il ne porte pas atteinte à l'agriculture, ni à son développement.

La commission urbanisme et environnement, réunie trois fois, a réfléchi au choix du site et

évalué les avantages et inconvénients de chaque parcelle.

Trois propositions de terrains ont été émises par des particuliers :

Site	avantages	inconvénients	décision CM
<i>Village (Robert)</i>	accord du vendeur accord de la commune accord des artisans accès facile	terrain non disponible, le titulaire du bail ne voulant pas le céder revendications du voisinage	non retenu
<i>Villard (Para)</i>	accord du vendeur accord des artisans accès facile	zone non contrôlée (terrain de 4 ha 7), aucun agriculteur n'est disposé à acquérir le terrain restant pb d'assainissement revendications du voisinage	non retenu
<i>Baille</i>	accord du vendeur proximité du village	zone non contrôlée, la cne n'a pas les moyens d'agir sur les parcelles voisines pb d'accès, la DDE imposant un accès < 4%	non retenu

Or un terrain communal acquis dans le cadre d'une réserve foncière conviendrait, il s'agit de la parcelle ZN 23. lieudit les Bonnets.

L'agriculteur fermier serait prêt à le céder (remerciements à A. Garcin) et pas de revendications du voisinage, mais accueil réservé des artisans car l'accès semble poser problème surtout en hiver.

Les conseillers sont appelés à se prononcer :

Serge Duc s'est rendu sur le terrain, la pente relativement importante posera des problèmes d'accès aussi lourds que ceux invoqués précédemment (terrain Baille). Il aurait souhaité que les artisans s'installent plutôt à proximité du village.

Jean-marc Cornil pense que l'on peut toujours essayer de trouver d'autres terrains, mais les problèmes, notamment de voisinage, se reporteront ailleurs.

René Favier pense qu'il s'agit de la meilleure solution.

J. Ligozat aurait aussi opté pour une solution moins excentrée du village, mais le terrain des Bonnets, s'il peut être aménagé, pourra convenir.

Claude Paul prend la même position que S. Duc et défend toujours son idée que les artisans ont leur place dans ou près du village.

A. Borel constate que la meilleure solution est celle du terrain communal, car la commune ne peut intervenir sur les terrains privés, l'acquisition a été faite pour une réserve foncière...

F. Galmiche demande que les artisans soient consultés et donnent leur avis.

J. Michalinoff indique qu'à court terme, il n'y a pas d'autre alternative que la parcelle considérée.

A. Garcin donne son accord pour ce terrain, dans la mesure où la commune s'est engagée auprès des artisans.

Le maire pense qu'on ne peut pas avancer davantage sur ce problème déjà longuement débattu ; sauf éléments nouveaux, le sujet ne sera pas représenté à la prochaine séance du conseil municipal.

Cependant, un avant-projet sommaire pourrait être étudié par l'architecte de la CCTB, J. Michalinoff précise qu'il faut avant tout, l'avis favorable des artisans. Le conseil donne son accord pour ce terrain..

Bail emphytéotique avec Provence Logis :

La convention a été renvoyée devant le Notaire pour certaines modifications car il ne faisait pas apparaître toutes les obligations de Provence Logis

Ce bail engage la commune pendant 55 ans et remet à l'aménageur environ 3 500 m² pour réaliser les constructions. A l'échéance, l'ensemble terrain et constructions sera remis à la commune.

Concernant la tranche conditionnelle, un rendez-vous est pris qui déterminera exactement ce qui incombe à Provence logis en matière de réseaux. (la route sera prise en charge par la commune).

Le maire souhaite que lui soit donnée délégation de signature pour le bail, celui-ci sera soumis à la commission urbanisme et environnement.

L'enfouissement de la ligne électrique, prévu, sera supporté par :

- EDF 50%
- SIE 33.33 %
- CNE 16.66 %

Les entreprises retenues pour le marché de PL sont les suivantes :

<i>Eynaud : VRD</i> <i>Dupré-Prolla:</i> gros-oeuvre	<i>Paret : Charpente</i> <i>Alp Placo : cloisons</i> <i>Vidal : électricité</i>	<i>Aillaud : plomberie</i> chauffage (gaz) <i>Sommacal : sols</i> souples	<i>Lombard : peintures</i> <i>Masse : carrelages</i>
--	---	--	---

Vote : Pour la délégation de signature du bail emphytéotique qui engage la commune pour 55 ans :

oui : 11 adopté à l'unanimité

Défense des intérêts de la Commune dans le cas d'une action en justice :

L'article 122.20 du code des communes stipule que le maire peut intenter des actions en justice, au nom de la commune et dans son intérêt.

En 1996, un courrier a été adressé à tous les habitants du quartier des Parots afin de résoudre un problème d'écoulement de la fontaine sur la route principale. Des travaux de goudronnage de cette route devant être effectués, il a été proposé aux habitants de déplacer la fontaine. Les habitants n'ont formulé aucune objection.

La fontaine a été déplacée sur un détachement de la parcelle ZD 15 appartenant à Mme Pelloux et depuis cédé à la commune sous le N° ZD 61.

Or un habitant des Parots manifeste aujourd'hui son désaccord, il fait savoir par biais d'avocat que cette fontaine lui appartient et demande 20 000 fr. de dommages et intérêt.

Le maire donne lecture du courrier qu'il a adressé en réponse à l'avocat, un rendez-vous est prévu sur place le 9 octobre à 14 heures en présence de l'avocat et ses clients.

Le maire demande aux conseillers l'autorisation de prendre un avocat au nom de la commune en cas d'assignation en justice.

vote : oui : 11

Bâtiments communaux : le point / chapelle et mairie poste :

Chapelle :

Les travaux intérieurs sont terminés, un dépassement de 5000 fr. est prévu pour le ponçage des sols. M. Galmiche a terminé les tablettes pour poser les statues, l'employé communal a rénové les bancs.

La réfection du chemin de croix (13 tableaux) sera pris en charge par l'association de sauvegarde du patrimoine.

Travaux restants : Le coût de ravalement des façades sud et nord se monte à environ 90 000 fr., nous attendons une subvention de 30 000 fr. de la Région avant de commencer les travaux.

Mairie Poste :

Les travaux de doublage sont terminés à l'étage, le carreleur peut intervenir. Le maçon a commencé les façades, le décrépiage complet sera inutile sans diminuer la qualité du résultat ; le ton arrêté, beige ocre, sera affiné par des échantillons.

Salle du sous-sol :

Un décaissement de 60 cm a permis d'obtenir une salle plus importante, voûtée et éclairée par la porte et deux fenêtres au sud. Il est envisagé de la carreler et d'y appliquer un projeté blanc.

Cave arrière :

Le sol doit être décaissé à la main et 4 caves pourront y être aménagées.

Les travaux seront terminés en fin d'année ou en janvier.

René Favier intervient sur le choix de la chaudière à ventouse, qui lui semble moins fiable qu'une chaudière traditionnelle ; il demande à l'architecte si la pose d'une cheminée pourrait encore être envisagée. S. Duc répond que c'est encore possible, le thermicien est convoqué à la prochaine réunion de chantier et pourra se prononcer sur cette possibilité.

Questions diverses :

Nettoyage des réservoirs :

la population sera informée du nettoyage annuel des réservoirs d'eau dans la semaine du 12 au 17 octobre. (vidange complète et nettoyage au chlore).

Employés communaux :

La cantine est assurée par Bruno Habert en contrat CES, qui semble donner satisfaction, 10 enfants / jour , en moyenne, prennent leurs repas ; les repas sont copieux, mais les enfants parfois très difficiles.

La garderie fonctionne de façon moins satisfaisante, puisque le taux de fréquentation est en dessous de celui prévu par le conseil, période d'observation de 3 mois, la décision du maintien ou suppression du service sera prise à Noël .Il est, par ailleurs, très difficile d'obtenir des parents d'élèves, un planning d'utilisation de ce service (même la veille), ce qui, pourtant, éviterait le déplacement du personnel pour rien et permettrait à la collectivité de réaliser des économies.

Location des logements communaux :

Ceux-ci seront mis à disposition des locataires début février. Chaque appartement dispose d'une cave et d'un grenier.

Le projet bénéficiant d'un financement PALULOS, les loyers sont obligatoirement conventionnés et soumis à un plafond de 22.40 fr. le m², soit,

- 40 m² 1 200 fr.
- 77 m² 2 200 fr.
- 98 m² 2 700 fr.

Une place de parking réservée à chaque logement sera délimitée.

Avant de lever la séance, le maire interroge les conseillers sur d'éventuelles questions , A. Borel demande des informations sur le projet d'extension de la structure de Midi Soleil aux Guérins : le projet architectural avance, mais le nouvel acquéreur n'a pas encore indiqué à la commune la superficie à modifier dans le POS pour la réalisation de ce projet.

Le bâtiment a du être acquis et la garantie assurée par le conseil général (45%) et deux banques (5 % et 50 %).

La commune ne s'engagera que sur la modification de la zone à construire, le maire leur a signalé l'existence du plan des risques naturels transmis par le préfet en 1996. Le service des RTM sera obligatoirement consulté.

Le maire lève la séance à 22 heures 30.

Délibérations du CM :

- Acquisition d'un piano / demande de subvention
- Acquisition foncière Lucie Ligozat / Signature des actes
- Création cantine /garderie (annule et remplace la délib. du 06.07.98)

Lu et approuvé, les conseillers,